



## Les centres sociaux et le réseau fédéral appellent à la vigilance suite aux élections municipales et européennes

Communication du Conseil d'administration de la  
Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France [FCSF]

Le verdict des élections municipales et européennes de ce printemps nous pose un certain nombre de questions.

D'une part le taux d'abstention illustre ce que nous avons déclaré en préparation du Congrès sur le défi démocratique auquel la société française est confrontée. Nous assistons à une réelle crise de confiance en direction du personnel politique et des partis qui les portent. Cela nous conforte dans notre appel au renforcement du pouvoir d'agir du plus grand nombre. Le schéma aujourd'hui exclusif d'une démocratie représentative s'appuyant sur des experts de la politique et de l'organisation de l'action publique ne suffit plus. La mutation que notre société traverse a besoin de l'expertise, des savoirs, savoir-faire et implication de tous. Elle demande une adhésion et une participation du plus grand nombre à une vision ambitieuse d'un avenir faisant une place à chaque femme et homme, porteur d'un impératif d'universalité pour ne pas jouer « mon avenir contre celui d'un autre ».

D'autre part, les résultats du suffrage ont entraîné de nombreux changements de majorités municipales. Parmi celles-ci nous prenons note de la place particulière de mairies aujourd'hui gérées par des majorités d'élus issus ou soutenus par le parti Front National. Nous ne pouvons pas oublier que des équipes du même parti, victorieuses lors d'échéances précédentes (1995 et 2002), ont tout mis en œuvre pour obtenir la fermeture des centres sociaux dans les communes concernées.

Nous considérons que les prises de position de ce parti dans les décennies précédentes sont en désaccord profond avec les valeurs de notre Charte. La Dignité humaine est bafouée lorsque l'on désigne l'étranger, l'immigré comme source des difficultés, la Solidarité n'est pas au rendez-vous lorsqu'on propose des dispositifs de « préférence nationale », la Démocratie est interrogée si l'on désigne le milieu associatif comme une dépense superflue lorsqu'il exprime une opinion différente.

Nous ne voulons pas céder au jugement hâtif ou a priori, mais nous appelons nos membres à la plus grande vigilance citoyenne dans ces villes et aussi plus largement dans l'ensemble des communes en France. En effet, il est tentant pour des élus de simplifier les questions sociales en désignant un bouc émissaire, en faisant porter la responsabilité des situations précaires aux personnes concernées et en les invitant ainsi à « se prendre en charge » ou à l'inverse, de penser qu'ils ne peuvent pas participer à l'élaboration des solutions à mettre en œuvre et de penser des dispositifs sans les associer. Aussi, il est utile de rappeler que l'ensemble des missions et rôles exercés par le centre social participe à l'intérêt général et, qu'à ce titre, des baisses drastiques de financement, voire leur arrêt, interrogent très fortement le choix des priorités manifesté par ces élus.

Nous sommes convaincus que les années à venir sont placées sous le signe d'une mutation de société au cœur de laquelle, parmi d'autres acteurs, les centres sociaux sont plongés du fait de leur grande proximité avec tous les habitants des territoires. Au cœur de ces changements profonds nous voulons continuer d'être côte à côte avec tous, pour faire valoir la dignité humaine et mettre en actes une solidarité, signe de notre humanité.

Lorient, Juin 2014

